ADV. - 1 - L. 7595/1.

Conseil d'Etat - Raad van State
Législation - Wetgeving
29. SEP 1961
Traduction - Vertaling

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 25 août 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 9 octobre 1950 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux forces belges en Allemagne ou accomplissant des missions en Allemagne occidentale", a donné le 18 septembre 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e augustus 1961 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in Duitsland in dienst zijn of opdrachten in West-Duitsland vervullen", heeft de 18e september 1961 het volgend advies gegeven :

Le projet modifie le régime d'indemnisation applicable aux militaires en service aux forces belges en Allemagne ou accomplissant des missions en Allemagne occidentale.

\+

\+ +

L'arrêté royal du 9 octobre 1950, auquel le projet a trait, a déjà subi de nombreuses modifications. Le projet en apporte de nouvelles; il a notamment comme résultat d'abroger 16 des 34 articles existants.

Il s'indiquerait, dès lors, au lieu de procéder par voie de modifications du texte actuel, d'élaborer un nouvel arrêté qui réglerait de nouveau complètement la matière.

C'est sous réserve de cette observation générale que l'examen du projet est poursuivi.

\+

\+ +

L'arrêté royal du 9 janvier 1951 portant réglementation générale en matière de frais de parcours est visé dans le préambule pour rappeler qu'il est applicable aux militaires comme aux agents civils des administrations de l'Etat. Ce visa peut être omis.

\+

\+ +

.../...

Généralement on écrit dans les articles du projet "le Ministre de la Défense nationale", laissant l'expression "Notre Ministre de la Défense nationale" pour le dernier alinéa du préambule et l'article prévoyant l'exécution de l'arrêté.

\+

\+ +

L'article 1er gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

L'expression "accomplissant des missions en Allemagne occidentale", dont fait mention l'intitulé de l'arrêté royal du 9 octobre 1950 modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1953, est remplacée par "accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces".

\+

\+ +

Le liminaire de l'article 2 devrait être rédigé comme suit :

"L'article 1er du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :
"Article 1er.- § 1er...".

\+

\+ +

.../...

L'article 2 du projet remplace l'article 1er de l'arrêté royal du 9 octobre 1950. Il y insère notamment un § 2 rédigé comme suit :

"§ 2. Pour l'application des dispositions du présent arrêté, l'expression "les militaires" vise les militaires et les personnes assimilées aux militaires".

Un arrêté du Régent du 18 août 1947 assimile certains fonctionnaires civils attachés à l'état-major général à des grades d'agents de l'Etat en ce qui concerne les indemnités de séjour et de déplacement. S'il entrait dans les intentions du Gouvernement de soumettre ces agents au régime uniforme que fixe le projet, l'article 10 de cet arrêté devrait être modifié.

Cette observation a également été formulée concernant le projet d'arrêté royal fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume (L.7594,avis de la section de législation du 18 septembre 1961).

Par souci de concordance avec les dispositions de ce projet L.7594, il y aurait lieu de rédiger ce § 2 de la manière suivante :

.../...

"§ 2. Pour l'application des dispositions du présent arrêté, l'expression "les militaires" signifie "les militaires et les personnes assimilées aux militaires".

\+

\+ \+

L'article 2 insère également dans l'article 1er de l'arrêté royal du 9 octobre 1950, un § 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Les indemnités prévues peuvent être allouées sur décision de Notre Ministre de la Défense nationale, aux personnes étrangères à l'armée dont la présence auprès des forces belges est nécessitée par le stationnement desdites forces".

Le projet donne donc au Ministre le pouvoir d'apprécier s'il y a lieu ou non d'accorder le bénéfice des régimes qu'il institue.

L'arrêté du Régent du 18 juin 1949 allouant des indemnités aux personnalités civiles invitées à donner des conférences à l'armée prévoit en son article 4 :

"Pour les déplacements en Allemagne occupée, le transport, le logement et la nourriture sont à charge de l'armée".

.../...

Le projet n'abroge pas cette disposition; les nouveaux régimes pourront être appliqués à ces conférenciers mais sans que le Ministre n'ait à décider s'il y a lieu ou non de les en faire bénéficier.

\+

\+ +

Le § 4, inséré dans l'article 3 de l'arrêté royal du 9 octobre 1950 par l'article 3 du projet, devrait débuter ainsi :

"§ 4. Le § 3, alinéa 1er, n'est pas applicable ... ".

\+

\+ +

Le liminaire de l'article 4 du projet devrait se lire comme suit :

"L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : ... ".

\+

\+ +

L'article 5, § 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Le militaire en service aux forces belges qui effectue une des prestations dont il est question à l'article 4, § 1er, auprès de ces forces, conserve l'indemnité d'éloignement; il est, en outre, remboursé de ses frais de logement, sur production d'un mémoire justificatif".

\+

\+ +

L'article 6 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 6.-

La section V du chapitre Ier du même arrêté comprenant l'article 13 est abrogée".

\+

\+ +

L'article 7 devrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

§ 1er. L'intitulé du chapitre II du même arrêté est remplacé par le suivant : ... (comme au projet) ...

§ 2. La subdivision en sections du même chapitre II est supprimée.

.../...

§ 3. L'article 14, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1953, et l'article 15 du même arrêté, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 14.- ... (voir observations et texte ci-après)..

Article 15.- ... (voir observations et texte ci-après).".

§ 4. Les articles 16 à 20 du même arrêté sont abrogés".

L'article 14 de l'arrêté royal du 9 octobre 1950, tel qu'il est modifié par l'article 7 du projet, dispose :

"Article 14.- Les missions temporaires effectuées auprès des forces belges en Allemagne, à l'exclusion de celles accomplies auprès des forces belges stationnées auprès des forces britaniques, donnent lieu à l'octroi d'indemnités forfaitaires journalières.

... ".

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat que, dans la réalité, il n'existe pas de forces belges stationnées auprès des forces britanniques, mais uniquement des éléments d'unités qui sont intégrés dans ces forces. C'est la raison pour laquelle l'intention du Gouvernement est d'appliquer aux militaires de ces unités et à ceux qui effectuent auprès de ces unités des déplacements de service, le régime applicable aux détachements de service à l'étranger et non le régime spécial applicable aux

.../...

militaires en service aux forces belges en Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces.

Pour traduire les intentions du Gouvernement, il y aurait lieu de rédiger l'article 14, alinéa 1er, de la manière suivante :

"Les missions temporaires effectuées auprès des forces belges en Allemagne donnent lieu à l'octroi d'indemnités forfaitaires journalières".

+

+ +

L'article 15 de l'arrêté royal du 9 octobre 1950, tel qu'il est modifié par l'article 7 du projet, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 15.- Les frais exceptionnels sont remboursés, sur production d'un mémoire justificatif, par décision du Ministre de la Défense nationale si ce dernier les estime justifiés".

+

+ +

L'article 8 du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

Le chapitre III du même arrêté, comprenant les articles 21 à 29, est abrogé".

+

++ +

.../...

L'article 9 du projet remplace les articles 30 et 31 de l'arrêté royal du 9 octobre 1950 par un seul article. Il y aurait lieu de prévoir à l'article 9 le remplacement de l'article 30 de l'arrêté royal que le projet modifie et d'abroger, par un article 10, l'article 31 du même arrêté.

Ces articles 9 et 10 pourraient être rédigés comme suit :

"Article 9.-

L'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1953 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 30.-Tout changement de grade entraînant l'octroi d'un nouveau taux d'indemnité forfaitaire produit ses effets à partir du jour où le changement s'est produit .

...(la suite comme au projet) ...".

Article 10.-

L'article 31 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1953 est abrogé".

Le numérotage des trois derniers articles du projet devrait, en conséquence, être modifié.

\+

\+ \+

.../...

L'article 10,qui deviendrait l'article 11, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 11.-

Le tableau 4, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1953,et le tableau 5 faisant partie de l'annexe du même arrêté, sont abrogés".

\+

\+ +

L'article 11,qui deviendrait l'article 12, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 12.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1962. Toutefois les modifications qu'il apporte à l'article 3, § 3, alinéa 2, et à l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 9 octobre 1950, produisent leurs effets au 1er novembre 1950".

L'article 11 fait rétroagir au 1er novembre 1950 deux des modifications que le projet apporte à l'arrêté royal du 9 octobre 1950.

Cette rétroactivité n'est à l'abri de critiques que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à des droits acquis.

\+

\+ +

Pour ce qui concerne le texte néerlandais, il y aurait lieu de tenir compte, mutatis mutandis, des observations formulées au sujet du texte néerlandais du projet qui a fait l'objet de l'avis L.7594.

Het ontwerp wijzigt het vergoedingstelsel voor militairen die bij de Belgische krijgsmacht in Duitsland in dienst zijn of opdrachten in West-Duitsland vervullen.

\+

\+ +

Het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 waarop het ontwerp betrekking heeft, is al vaak gewijzigd. Ook het onderhavige ontwerp wijzigt het andermaal; het leidt onder meer tot opheffing van 16 op de 34 bestaande artikelen.

Het ware derhalve raadzaam, in plaats van de huidige tekst te wijzigen, een nieuw besluit op te maken, dat de hele aangelegenheid opnieuw zou regelen.

Het ontwerp wordt dan ook onderzocht onder voorbehoud van deze algemene opmerking.

\+

\+ +

In de aanhef wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 9 januari 1951 houdende algemene regeling in zake reiskosten, om in herinnering te brengen dat het zowel op militairen als op burgerambtenaren van de Rijksbesturen toepassing vindt. Deze verwijzing kan vervallen.

\+

\+ +

.../...

In de regel schrijft men in de artikelen van het ontwerp "de Minister van Landsverdediging", terwijl alleen in het laatste lid van de aanhef en in het uitvoeringsformulier van het besluit "Onze Minister van Landsverdediging" wordt geschreven.

\+

\+ +

Artikel 1 kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 1.-

De woorden "opdrachten in West-Duitsland vervullen", vermeld in het opschrift van het koninklijk besluit van 9 oktober 1950, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1953, worden vervangen door de woorden "daarbij op dienstreis zijn".

\+

\+ +

De inleidende volzin van artikel 2 dient te worden gelezen als volgt :

"Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.- § 1 ...".

\+

\+ +

.../...

Artikel 2 van het ontwerp vervangt artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 oktober 1950. Het voegt er onder meer een § 2 in, luidend als volgt :

"§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit, bedoelt de uitdrukking "de militairen" de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen".

Een besluit van de Regent van 18 augustus 1947 stelt sommige aan de generale staf verbonden burgerambtenaren gelijk met graden van het Rijkspersoneel voor de vergoeding van reis- en verblijfkosten. Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen die ambtenaren onder de eenvormige regeling van het ontwerp te stellen, dan zou artikel 10 van dat besluit moeten worden gewijzigd.

Deze opmerking is ook gemaakt bij het ontwerp-koninklijk besluit tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen die dienstverplaatsingen volbrengen in het buitenland (L. 7594, advies van de afdeling wetgeving van 18 september 1961).

Ter wille van de overeenstemming met de bepalingen van het ontwerp L. 7594, dient deze § 2 te worden gelezen als volgt :

.../...

"§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit betekent de uitdrukking "de militairen", "de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen".

\+

\+ +

Artikel 2 voegt in artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 ook een § 3 in, luidend als volgt :

"§ 3. De voorziene vergoedingen mogen bij beslissing van Onze Minister van Landsverdediging toegekend worden aan de personen vreemd aan het leger wier aanwezigheid bij de Belgische strijdkrachten noodzakelijk is wegens het verblijf van vernoemde strijdkrachten".

Het ontwerp machtigt de Minister dus om te oordelen of het genot van de door hem ingevoerde regelingen al dan niet dient te worden verleend.

Artikel 4 van het besluit van de Regent van 18 juni 1949 houdende toekenning van vergoedingen aan de burgerlijke personaliteiten, die uitgenodigd worden om voordrachten te houden bij het leger, bepaalt :

"Voor de reizen in bezet Duitsland, vallen vervoer, huisvesting en voeding ten laste van het leger".

.../...

Het ontwerp heft deze bepaling niet op; de nieuwe regelingen zullen op die voordrachthouders kunnen worden toegepast, doch zonder dat de Minister hoeft te beslissen of hun al dan niet het genot ervan dient te worden verleend.

\+

\+ +

Paragraaf 4, welke artikel 3 van het ontwerp in artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 invoegt, dient te worden gelezen als volgt :

"§ 4. Paragraaf 3, eerste lid, is niet van toepassing op de militair die in vaste dienst in het buitenland is en zich bij een eenheid van de Belgische krijgsmacht vervoegt, noch op de militair die een eenheid van die krijgsmacht verlaat om vaste dienst te verrichten in het buitenland".

\+

\+ +

De inleidende volzin van artikel 4 van het ontwerp leze men als volgt :

"Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

\+

\+ +

.../...

Artikel 5, § 1, van het ontwerp kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. De militair die bij de Belgische krijgsmacht in dienst is en bij die krijgsmacht een van de in artikel 4, § 1, bedoelde prestaties verricht, behoudt de verwijderingsvergoeding; bovendien worden zijn huisvestingskosten hem op overlegging van een verantwoordingsstuk terugbetaald".

\+

\+ +

Artikel 6 ware beter te lezen als volgt :

"Artikel 6.-

Afdeling V van hoofdstuk I van hetzelfde besluit, bestaande uit artikel 13, wordt opgeheven".

\+

\+ +

Artikel 7 dient te worden gelezen als volgt :

"Artikel 7.-

§ 1. Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : "Vergoedingstelsel voor militairen die tijdelijke opdrachten vervullen bij de Belgische krijgsmacht in Duitsland".

.../...

§ 2. De onderverdeling van hetzelfde hoofdstuk in afdelingen vervalt.

§ 3. Artikel 14, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1953, en artikel 15 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 14.- ... (zie opmerkingen en tekst hierna).

Artikel 15.- ... (zie opmerkingen en tekst hierna)...".

§ 4. De artikelen 16 tot 20 van hetzelfde besluit worden opgeheven".

Artikel 14 van het koninklijk besluit van 9 oktober 1950, zoals het wordt gewijzigd bij artikel 7 van het ontwerp, luidt :

"Artikel 14.-

De tijdelijke opdrachten uitgevoerd bij Belgische strijdkrachten in Duitsland met uitsluiting van degene volbracht bij de Belgische strijdkrachten gestationeerd bij de Britse strijdkrachten geven aanleiding tot de toekenning van dagelijkse forfaitaire vergoedingen.

...".

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, zijn er geen Belgische krijgsmachtdelen gestationeerd bij de Britse krijgsmacht, maar bestaan er alleen onderdelen van eenheden die in die krijgsmacht zijn opgenomen. Daarom ook ligt het in de bedoeling van de Regering, op de militairen van die eenheden en op hen die bij die eenheden op dienstreis zijn, de regeling toe te passen die geldt inzake detachering voor dienst in het buitenland, en niet de bijzondere regeling die geldt voor de militairen die bij de Belgische krijgsmacht in Duitsland in dienst of bij die eenheden op dienstreis zijn.

Om de bedoelingen van de Regering tot uiting te brengen, stelle men artikel 14, eerste lid, als volgt : "Voor tijdelijke opdrachten bij de Belgische krijgsmacht in Duitsland worden dagelijkse forfaitaire vergoedingen toegekend".

\+

\+ +

Artikel 15 van het koninklijk besluit van 9 oktober 1950, zoals het wordt gewijzigd bij artikel 7 van het ontwerp, kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 15.-

Buitengewone onkosten worden op overlegging van een verantwoordingsstuk bij beslissing van de Minister van Landsverdediging terugbetaald, indien deze ze verantwoord acht".

\+

\+ +

.../...

Artikel 8 van het ontwerp kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 8.-

Hoofdstuk III van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 21 tot 29, wordt opgeheven".

\+

\+ +

Artikel 9 van het ontwerp vervangt de artikelen 30 en 31 van het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 door één artikel. Artikel 9 zou moeten voorzien in de vervanging van artikel 30 van het door het ontwerp gewijzigde koninklijk besluit, terwijl een artikel 10 artikel 31 van hetzelfde besluit zou moeten opheffen.

Deze artikelen 9 en 10 kunnen dan worden gelezen als volgt :

"Artikel 9.-

Artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 30.- Iedere verandering van graad die de toekenning van een forfaitaire vergoeding van een ander bedrag tot gevolg heeft, heeft uitwerking op de dag waarop die verandering zich heeft voorgedaan.

... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 10.-

Artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1953, wordt opgeheven".

De laatste drie artikelen van het ontwerp behoren derhalve te worden vernummerd.

\+
\+ +

Artikel 10 van het ontwerp, dat artikel 11 wordt, kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 11.-

Tabel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1953, en tabel 5, die deel uitmaken van de bijlage bij hetzelfde besluit, worden opgeheven".

\+
\+ +

Artikel 11 van het ontwerp, dat artikel 12 wordt, kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 12.-

Dit besluit treedt 1 januari 1962 in werking. De wijzigingen welke het aanbrengt in artikel 3, § 3, tweede lid, en in artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 hebben echter uitwerking op 1 november 1950".

.../...

Artikel 11 doet twee wijzigingen welke het ontwerp in het koninklijk besluit van 9 oktober 1950 aanbrengt, terugwerken tot 1 november 1950.

Tegen deze terugwerking is alleen dan geen bezwaar, indien zij geen afbreuk doet aan verkregen rechten.

\+
\+ \+

Voor wat de Nederlandse tekst betreft, zou mutatis mutandis rekening moeten worden gehouden met de opmerkingen van de Nederlandse tekst van het ontwerp waarover in het advies L.7594 werd geadviseerd.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw: adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.